Russie - UE : la tectonique des plaques

Arnaud Leclercq

« La crise de l'euro est bien plus profonde qu'une simple crise de la dette. L'euro a été créé pour des raisons politiques et sans prendre en compte le niveau de technologie des pays, l'harmonisation du marché du travail, l'intégration politique et une langue commune. On aurait dû être davantage pragmatique. Quand la crise est survenue, les réponses ont été inadaptées. L'Union européenne n'est pas une vraie Fédération et en a tous les inconvénients sans en avoir les avantages ».

Cette déclaration cassante de Vladimir Poutine, le 25 octobre 2012 lors du Club Valdaï, résume bien le sentiment russe vis-à-vis de l'Union européenne : votre monnaie est construite sur du sable, les disparités économiques et territoriales ont été négligées, vous ne disposez pas d'un socle identitaire solide et votre gouvernance est bancale. Vous n'êtes pas un modèle pour la Russie. Qui êtes-vous pour nous donner des leçons ?

Comme dans un vieux couple, les reproches fusent.

Scènes de ménage ou divorce consommé ?

En cherchant à mieux comprendre ce désamour, on retrouve malheureusement beaucoup de qualificatifs émotionnels de part et d'autre : absence de respect mutuel, ambiguïté, incompréhension, divergences, méfiance, malentendus, concurrence. Comme dans un vieux couple, les reproches fusent et se répondent sans que l'on saisisse qui a eu tort le premier.

Ainsi, quand l'Europe parle à la Russie de liberté et de démocratie, cette dernière y voit hypocrisie et leçons de morale à géométrie variable. L'UE ne soutient-elle pas, depuis longtemps, des régimes notoirement corrompus et peu démocratiques comme celui de l'Algérie ? La France n'a-t-elle pas reçu en grande pompe l'ubuesque Colonel Kadhafi, avec sa tente installée sur les Champs-Élysées – s'il-vous-plaît ! – avant de décider de le bombarder sans ménagement ?

Une histoire européenne commune… Moscou oublie un peu vite le dépeçage de la Pologne, qui a marqué les esprits libéraux européens, et ses conquêtes aussi bien impériales que staliniennes vers la Baltique, la mer Noire, l'Asie centrale et l'Extrême-Orient. La Russie se souvient en revanche des agressions militaires multiples qui se sont succédées au fil des siècles, en provenance des Polono-Lithuaniens, des Suédois, des Allemands, des Français et des Anglo-Saxons, et qui lui ont donné un sentiment de citadelle assiégée.

Abus de pouvoir énergétique envers l'Ukraine et l'Europe centrale ? Un instrument d'influence qui vaut bien celui des multinationales, de la puissance de l'argent et des médias occidentaux. Une divergence sur les valeurs fondamentales ? La Russie ne cherche pas à ressembler à l'UE et considère que ses valeurs sont différentes. Si les Européens n'ont pas voulu reconnaître, dans leur constitution, leurs racines judéo-chrétiennes, la Russie n'éprouve aucun mal à les mettre en avant : l'orthodoxie, quasiment une religion d'État.

Corruption des élites, certes, mais n'y a-t-il pas (ou jamais eu) de politiciens corrompus en Europe et, chose à peine croyable, l'un de ses pays membre n'est-il pas allé jusqu'à escroquer les autres en falsifiant à grande échelle sa comptabilité publique, engendrant des dizaines de milliards d'euros de pertes pour les banques, les sociétés et les citoyens européens ? Et encore, le décompte de ce qui sera

probablement la facture la plus salée de l'Histoire n'est pas définitif...

La brutalité de la répression en Tchétchénie ? Sans aucun doute, mais les guerres coloniales, le Vietnam ou le déclenchement d'une invasion pour des armes de destruction massive jamais découvertes répondent en échos. La position du Kremlin est qu'aucune guerre n'est propre, « *pas plus la nôtre que les vôtres* ». Cette affirmation n'est pas très morale, mais a le mérite de ne pas placer cette morale systématiquement du même côté, comme dans les films hollywoodiens. Enfin, si le soutien à la Syrie de Bachar el-Assad apparaît (à raison) injustifiable à la communauté internationale, les Russes demandent pourquoi ce dernier était l'invité d'honneur au défilé du 14 juillet 2008 et pourquoi il était encore chouchouté par les capitales européennes il y a encore deux ans. La France et l'Europe pouvaient-elles alors feindre d'ignorer que, tout comme son père avant lui, il était un dictateur implacable, ou ont-elles fait preuve d'un cynisme au moins équivalent à celui de la Russie et de la Chine aujourd'hui ? Vu du Kremlin, les Européens et les Américains font semblant d'oublier que la dernière base navale russe sur la Méditerranée est située à Tartous, en Syrie, à quelques encablures d'Israël. Les Russes redoutent qu'une intervention occidentale en faveur des rebelles puisse les exclure durablement de la sphère méditerranéenne.

la Russie n'a jamais vraiment été une puissance géopolitique de nature européenne.

Ce jeu de ping-pong avec l'Europe et, plus généralement, entre l'Occident et la Russie pourrait être sans fin. Malgré sa culture profondément européenne[1], notamment en tant qu'héritier de Byzance pour la chrétienté et à cause d'une forte communauté juive l'ancrant également dans la tradition biblique occidentale, malgré une aristocratie qui fût francophone et germanophone, malgré le romantisme de l'amitié communiste entre les peuples ou la Maison européenne chère à Gorbatchev, la Russie n'a jamais vraiment été une puissance géopolitique de nature européenne[2]. Il n'empêche que les relations existantes avec l'UE et leur potentiel à tous niveaux demeurent vitales aux deux parties.

Certains se demandent si ces relations doivent désormais reposer sur une logique de valeurs ou d'intérêts. Là réside un premier élément de réponse pour comprendre la stérilité des relations entre la Russie et l'UE. Nous ne nous posons pas la question en ces termes et avec la même acuité avec la Chine, l'Inde ou l'Afrique, civilisations bien éloignées de nos paradigmes occidentaux. Tout ne nous convient pas, mais on accepte, résignés peut-être, car c'est différent là-bas. En revanche, si l'on se pose cette question vis-à-vis de la Russie, c'est sans doute en raison de sa proximité culturelle et historique qui voudrait qu'elle soit très proche, voire assimilable. Or, si la Russie est eurasiatique, elle n'est pas européenne. Au mieux, elle est perçue comme « entre deux », mais n'est pas comprise par l'Occident comme une civilisation à part entière. D'où des malentendus car les Russes ne voient pas la chose de cette façon.

Redéfinir ses valeurs

Les États-Unis, pourtant une nation jeune, sont parvenus de façon remarquable à incarner un système de valeurs, que l'on apprécie ou pas, mais que l'on comprend et en général respecte. Si l'on considère que la Russie est « autre », que la proximité avec l'Europe n'a été que conjoncturelle et fondée sur des malentendus, si notre regard occidental met en place une grille de lecture équivalente à celle acceptée pour des pays et civilisations plus évidemment différents, alors on évitera de se poser la question de notre relation en termes de logique de valeurs *vs.* d'intérêts. Il n'y a pas de meilleure façon pour stigmatiser les différences de l'« autre » que de lui imposer *a priori* un système qui n'est pas le sien. À partir de là, le niveau d'attente et d'exigences de chacun envers l'« autre » ne devient

1. Voir notamment Martin Malia. *L'Occident et l'énigme russe. Du cavalier de bronze au mausolée de Lénine*, Le Seuil, 2003.

2. Arnaud Leclercq, *La Russie, puissance d'Eurasie – Histoire géopolitique des origines à nos jours*. Ellipses, 2012.

certes pas moindre et ne doit pas se transformer en complaisance, mais il se déplace sous un autre angle et donne davantage d'ouverture d'esprit pour accepter les différences, même choquantes au premier abord.

Ainsi, les Russes pourront par exemple accepter que l'évolution des mœurs – comme le mariage pour tous – ne soit pas synonyme de décadence ou que la bureaucratie bruxelloise, malgré ses lourdeurs, ait néanmoins construit une œuvre unique dans l'Histoire des peuples. De même, les Européens pourront essayer de mieux comprendre cette pensée russe qu'ils connaissent si mal, ainsi que la géographie de cet espace-continent où l'on se fait une représentation mentale bien différente du chef de l'État, de la religion, de l'armée, des fonctionnaires, de l'argent et du territoire. Une approche moins émotionnelle montrera qu'aucun des deux systèmes n'est transposable *in extenso*, même si des points communs existent.

Comme le disait Winston Churchill, notre système incarné par la démocratie occidentale et l'Union Européenne est peut-être le pire de tous les régimes, à l'exception de tous les autres. Il est compréhensible que nous, Européens, le défendions jusqu'au messianisme. Si l'on veut sortir du « je t'aime, moi non plus » qui préside aux relations UE-Russie, il est indispensable que cette dernière mette davantage en évidence le système de valeurs et le fonctionnement qui lui sont propres. La Russie n'est plus « l'empire du mal »[3] et a perdu, en 1991, les stigmates soviétiques qui la caractérisaient. Pour être de nouveau acceptée comme une entité, voire comme une civilisation à part entière par l'Occident, la Chine et par d'autres, la Russie doit mettre en évidence les fondements de son idéologie et donner des exemples de valeurs identifiables par les autres systèmes et civilisations.

Beaucoup de commentaires pertinents par d'éminents kremlinologues – dont notamment Isabelle Facon et Anne de Tinguy – ont porté sur les manifestations de cette antinomie entre l'UE et la Russie. Cette dernière, qui ne profite finalement à personne sauf aux concurrents communs des deux parties, doit faire l'objet d'un bref point de situation. Il conviendra de s'intéresser à ses perspectives.

De bonnes raisons de rester partenaires ?

Les vrais désaccords entre l'UE et la Russie sont de nature politique et diplomatique. La nouvelle doctrine russe de défense adoptée en 2010 place l'élargissement de l'OTAN en première place des menaces, le qualifiant d'atteinte à la sécurité nationale. Comme le souligne Céline Bayou[4], la Russie assimile à des menaces directes les revendications territoriales faites à Moscou et à ses alliés. La guerre déclenchée contre la Serbie en 1999, hors de toute autorisation de l'ONU, suivie par la perte du Kosovo et l'installation quasi-immédiate d'une base américaine, est une des meilleures illustrations. Les démonstrations de force militaire aux frontières ou à proximité de la Russie sont perçues comme des provocations. Ainsi, en août 2008, les ambitions bellicistes en Ossétie du sud de Mikheil Saakachvili, alors président contesté de la Géorgie, ont été brutalement arrêtées. Dmitri Medvedev a alors rappelé aux autres grandes puissances que le temps du *roll back* (en d'autres termes, du refoulement de la Russie hors de sa zone traditionnelle d'influence) était bel et bien révolu. Moscou s'irrite enfin des tentatives d'ingérence interne par des organisations non gouvernementales faisant parfois de justes revendications, mais s'imposant guère à elles-mêmes les exigences de transparence requises quant à leurs sources de financements, leurs soutiens ou leurs objectifs politiques.

La Russie reste le troisième partenaire commercial de l'UE.

Alors que les désaccords sont abondamment médiatisés – comme les affaires Magnitsky et Pussy Riot –, l'Union européenne et la Russie demeurent étroitement liées : 45 % des exportations de la Russie

3. Comme l'avait ainsi caractérisée le président américain Ronald Reagan dans son discours du 8 mars 1983.

4. Céline Bayou, « Russie-Europe : un regard empreint de méfiance », Diploweb, 15 octobre 2010.

vont vers l'UE et 35 % de ses importations viennent de l'UE. La Russie reste le troisième partenaire commercial de l'UE. En 2010, les investissements de l'UE en Russie étaient estimés à 120 milliards d'euros, soit un chiffre supérieur au cumul de la valeur des investissements étrangers en Chine et en Inde. La Russie est le plus important fournisseur de l'UE, en répondant pour plus de 29 % à ses besoins en pétrole et en gaz. Ce niveau d'interdépendance rend d'autant plus absurde le dialogue de sourds auquel on fait référence plus haut. La dérive entre l'Est et l'Ouest du continent, au risque de les voir définitivement s'éloigner l'un de l'autre sous la forme d'un divorce consommé, serait encore plus grave.

Les efforts d'ouverture du gouvernement russe devraient davantage être soutenus en public.

Pourtant, loin des caricatures habituelles, tout n'est pas rose en Russie, mais elle ne se porte pas si mal par rapport à l'UE. L'année 2012 a vu se confirmer la récession de l'Italie, de la Grèce, du Portugal, de l'Irlande et de l'Espagne alors que la France et la Grande-Bretagne flirtent avec la croissance négative.

Avec un chômage descendu à 6,5 %, la Russie est loin de la catastrophe sociale de l'Espagne (26 %). À 3,6 % l'an passé, la croissance est inférieure aux 4,5 % de 2011 et 2010, mais tient encore la route. La Banque centrale de Russie détenait, fin décembre 2012, plus de 530 milliards de dollars de réserve. Les deux fonds souverains de réserve cumulaient, quant à eux, environ 115 milliards d'euros. La dette se situe à 11 % du PIB, soit l'un des plus faibles taux au monde pour un pays développé. Dans cette droite ligne, l'auteur témoigne que, lors du *Russian Economic Forum* tenu à Krasnoryarsk en Sibérie le 16 février 2013, le Premier ministre Dmitri Medvedev a affiché l'objectif ambitieux de revenir à 5 % de croissance et d'être classé parmi les vingt pays les plus attractifs de la planète d'ici 2018. Il s'agit peut-être d'un vœu pieux, mais cet objectif est fixé comme priorité nationale.

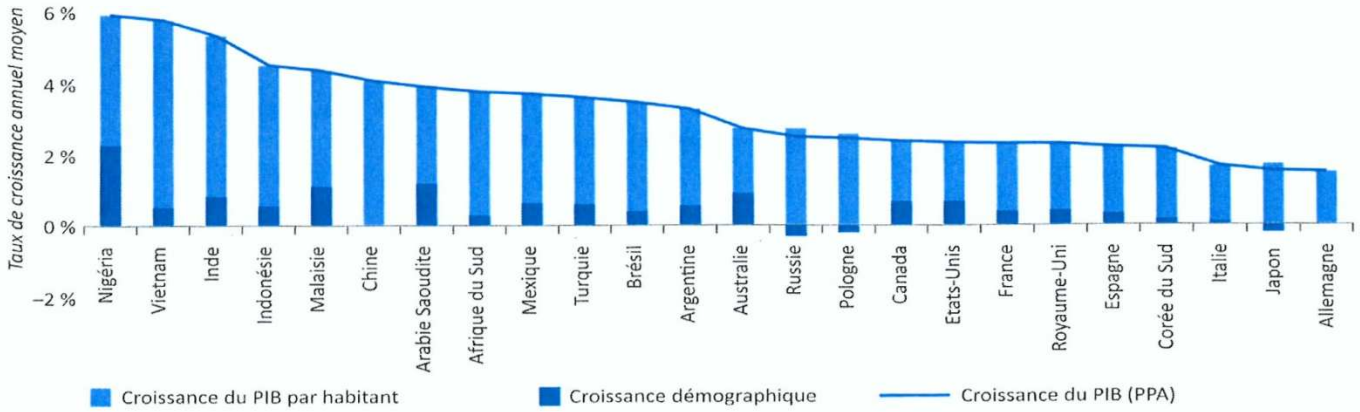
Sans négliger la corruption endémique et la lourdeur de la bureaucratie russe, il convient de relever un contraste flagrant avec la morosité qui règne dans les discours au sein de l'UE. Un peu à la façon des États-Unis, les dirigeants russes sortent leur drapeau de leader et prônent la croissance aux entrepreneurs et à la population de façon inspirante : lourds investissements dans les infrastructures, dans l'éducation[5], le *high tech* et les sciences de la vie.

Le discours ne se situe pas au niveau de protection des avantages acquis, de l'alourdissement des charges pour les particuliers[6] ou du resserrement du carcan du droit du travail. Dmitri Medvedev annonce clairement la couleur : beaucoup reste à faire, mais il n'y a pas d'autre voie que davantage de démocratie et de transparence à tous les niveaux. Dans ce domaine, il reconnaît volontiers que les modèles de l'histoire économique sont clairs. À partir du moment où le revenu moyen d'une population d'un pays développé atteint 20 000 dollars par an, les pays avec peu de démocratie et de transparence stagnent ou régressent.

La Russie n'a simplement pas d'autre choix. L'altérité russe est bien réelle, mais elle ne saurait être une excuse pour limiter les ouvertures démocratiques. L'UE prend malheureusement une posture facile de juge es-moralité dans des cas surmédiatisés et mal expliqués, alors que les efforts d'ouverture du gouvernement russe devraient davantage être soutenus en public. Medvedev serait « occidentaliste » – et cela correspond à l'image rassurante que l'Europe veut se faire d'une Russie « européenne » – tandis que Poutine serait le « réactionnaire » ou le côté obscur de la force. Assumant les rôles de « bon flic » et de « méchant flic », on oublie qu'ils travaillent en tandem depuis longtemps au redressement du pays après le désastre des années Eltsine. On peut difficilement imaginer que le renouveau clamé par Dmitri Medvedev ne correspond pas aux vues, même exprimées du bout des lèvres, de son mentor, de son allié et de son président.

5. En rénovant, par exemple, les universités ou bien en réalisant des projets phares comme la grande école de Skolkovo.
6. À noter que l'impôt sur le revenu reste à 13 % et celui des entreprises à 30 %.

Les composantes de la croissance réel du PIB (mesuré en PPA) : 2011 – 2050



Source : PWC, janvier 2013

La Russie arrimée au bloc émergent

Ainsi, lassée des rodomontades de l'UE, la Russie se rapproche de l'Asie sur le plan géopolitique[7]. C'est le cas pour son économie. Le Japon, qui vient de décider de sortir du nucléaire, a soif des énergies russes et sa situation de dépendance permettra à la Russie de maintenir des prix plus élevés qu'à l'Ouest. Les besoins de la Chine sont encore gigantesques, avec une croissance revenue à 7,5 % en 2012. L'ouverture du nouveau pipeline qui relie la Sibérie à la péninsule coréenne permettra l'exportation de 12 milliards de m^3 de gaz naturel liquéfié – contre 1,5 million actuellement. De nouvelles infrastructures terrestres ferroviaires et routières vont permettre de relier l'Asie à l'Occident en dix jours au lieu des six semaines actuellement par voie maritime, tout en évitant les zones instables comme la mer de Chine ou le détroit de Malacca. Si l'on se réfère à une étude de PricewaterhouseCoopers[8], l'économie chinoise pourrait dépasser les États-Unis, dès 2017, en termes de parité de pouvoir d'achat. L'Inde deviendrait le troisième géant mondial en 2050, loin devant le Brésil qui passerait néanmoins à la quatrième place devant le Japon.

Le PIB de la Russie, mesuré en parité de pouvoir d'achat, pourrait être supérieur à celui de l'Allemagne en 2020. Les pays en développement comme le Mexique et l'Indonésie supplanteraient la Grande-Bretagne et la France. En 2050, la Turquie dépasserait l'Italie. Au-delà, le Vietnam, la Malaisie et le Nigeria ont des perspectives de croissance très élevées et, au sein de l'Europe, la Pologne supplanterait bon nombre d'autres membres de l'UE.

Membre à part entière du G8, la Russie a fait le choix d'arrimer son avenir aux autres pays en développement.

Si elle reste un membre à part entière du G8, la Russie a fait le choix d'arrimer son avenir aux autres pays en développement : ce sont les géants d'un futur pas si lointain que l'on commence à nommer E7 – E pour Émergents – et avec lesquels elle partage parfois une frontière et une longue expérience réussie, au moins exempte des qualificatifs émotionnels que le vieux couple UE-Russie se jette au visage. ■

7. Voir Arnaud Leclercq, « Le pivot de la Russie vers l'Est », *Nouvelle Revue de Géopolitique*, n° 6-7, octobre 2012.
8. *The World in 2050 – the BRICs and beyond: prospects, challenges and opportunities*, janvier 2013.